

## République Islamique d'Iran :

### Crises, ambitions régionales et compromis avec l'impérialisme sur le dos des peuples

Pour une majorité d'électeurs et électrices, l'élection présidentielle de juin dernier a été l'occasion d'infliger un camouflet au Guide Ali Khameneï, premier personnage de la République Islamique d'Iran et de prendre une revanche sur la réélection frauduleuse d'Ahmadinejad en 2009.

Ainsi, Hassan Rohani, s'est imposé à la surprise générale et dès le premier tour, face aux candidats fondamentalistes proches du Guide. Présenté comme « modéré », Rohani a été de 1982 à 1988 un membre influent du Conseil Suprême de Défense puis Secrétaire Générale du Conseil Suprême de Sécurité Nationale, un des principaux organes répressifs du régime. Il a été également le négociateur en chef sur le dossier nucléaire sous la présidence de Khatami entre 2003 et 2005. Membre du Conseil des Experts, une des plus haute instance du pays, Rohani est un homme du sérail, garant des institutions théocratiques et dictatoriales de la République Islamique.

Pour le régime ces élections devaient être une vitrine de l'adhésion populaire à la République Islamique. La « victoire » d'Ahmadinejad en 2009, l'irruption dans la rue d'un vaste mouvement populaire de contestation que le pouvoir a écrasé ainsi que le bilan désastreux sur le plan économique et social des années Ahmadinejad ont réduit les marges de manœuvre du régime.

Cependant, comme à l'accoutumée, le scrutin s'est déroulé sous contrôle. Cet état de fait est d'ailleurs inhérent au système institutionnel et politique de la République Islamique. En effet, avec le dévoiement de la Révolution de 1979 par l'Ayatollah Khomeiny et l'instauration de la République islamique, c'est un système institutionnel bicéphale qui s'est mis en place. Bicéphale, mais avec prédominance des institutions et fonctions religieuses. Ainsi, parallèlement à la nature théocratique du régime, il existe des institutions à caractère républicain issues du renversement de la monarchie des Pahlavi et du rapport de force imposé par le peuple à Khomeiny et les siens. En Iran, les élections (municipales, parlementaires et surtout présidentielles) n'ont pas pour but la représentation, puisqu'elles ne sont évidemment pas démocratiques. Les opposants à la République islamique n'ont pas le droit d'exister politiquement (et même d'exister tout simplement...) et les candidats sont sélectionnés au préalable par une instance supérieure du régime, en l'occurrence le Conseil des gardiens de la Constitution. En revanche, ces élections ont un autre objectif, bien plus fondamental : la légitimation d'un pouvoir qui se veut populaire et se présente comme massivement soutenu par les citoyens. Or, il y a une tension permanente entre un pouvoir, qui en attendant la réapparition du Mahdi (le 12ème imam, disparu en l'an 874) se définit comme l'émanation de Dieu (le Velâyat - é faghih) et des institutions et fonctions « représentatives » (Parlement, Président de la République « issus de la souveraineté populaire »...). De la destitution de Bani Sadr par Khomeiny un an après son élection en 1981 à l'élection frauduleuse d'Ahmadinejad, en passant par le conflit permanent entre Khatami et Khamenei de 1997 à 2005, cette contradiction persiste et ce depuis les débuts de la République islamique.

Ainsi, cette fois encore seuls ceux qui reconnaissent dans les institutions de la République Islamique ont pu se présenter. Et encore ! Ainsi parmi les 800 actes de candidature, le régime en a retenu 8. Au passage, les candidatures de Rahim Mashaie (dauphin d'Ahmadinejad) et de Rafsandjani (un des hommes clés de la République Islamique et corrompu notoire) ont été refusées.

Dans ce contexte, la population a voté pour le candidat qui apparaissait le moins lié aux fondamentalistes. Ainsi, Saïd Jalili, principal négociateur iranien sur le dossier nucléaire ou Ali Akbar Velayati conseiller personnel du Guide en matière de politique étrangère ont été lourdement battu.

La division du camp fondamentaliste (pas moins de 6 candidats), le ralliement du candidat « réformateur » et plus globalement le soutien des dirigeants « réformateurs » Khatami, Moussavi ou même de Rafsandjani ont certes favorisé la victoire de Rohani. Pourtant cette élection est paradoxale. En réalité, du fait du rapport de force instauré par la jeunesse, les femmes et les travailleurs et par l'accentuation des fractures au sein du sérail, le Guide et les Gardiens de la Révolution ont du laissé faire. Cependant, ils entendent tirer partie de la situation en interne et sur le plan internationale. Ils comptent sur Rohani pour désamorcer les tensions internationales autour du programme nucléaire, éloigner le spectre d'une intervention militaire israélienne contre les sites nucléaires et obtenir un allègement, voir une levée, des sanctions commerciales et économiques. Sur le plan intérieur, le régime entend utiliser la victoire de Rohani comme une soupape alors qu'une grande partie de la population souhaite en finir avec la République Islamique. A n'en pas douter, le Guide gardera toutes ses prérogatives et continuera d'être le véritable chef de l'état iranien, reléguant au rang de supplétif le nouveau président « élu ».

Mais ce « laissé faire » indique avant tout que la crise de régime s'est accentuée sous le dernier mandat d'Ahmadinejad. En effet, après avoir marginalisé le camp dit « réformateur », les proches du Guide se sont entredéchirés. Ces quatre dernières années ont été marquées par les tensions incessantes entre Khameneï et Ahmadinejad.

### **Entre Crises et répression**

La crise au sommet traverse l'appareil d'état et le corps des Gardiens de la Révolution dont la direction a considérablement renforcé son emprise sur l'économie. En effet, la guerre que se livrent les différents clans et les fractions de la bourgeoisie s'est intensifiée sous la pression de la crise mondiale du capitalisme. Les contradictions internes au régime, l'opposition entre les intérêts mafieux-bureaucratiques des Gardiens de la Révolution et ceux des intérêts de différentes factions du pouvoir davantage liées au marché mondial s'intensifient à mesure que le pays s'enfonce dans la crise.

Ainsi, la politique socio-économique menée par le gouvernement d'Ahmadinejad, ceci avec la bienveillance du Guide l'Ayatollah Khamenei, a enfoncé le pays dans un marasme économique sans précédent depuis la fin, en 1989, de la guerre Iran-Irak. Et cela malgré la rente pétrolière et gazière du pays : plus de 600 milliards de dollars entre 2005 et 2012.

Selon le dernier rapport de la commission d'enquête du parlement iranien, l'économie du pays est entrée en récession en 2011. En 2012 le taux de croissance du PIB était de -5,2%. De plus, le pays souffre d'une situation de stagflation, autrement dit, d'un taux chômage qui varie selon les différentes statistiques entre 15 à 20% et d'un taux d'inflation qui avoisine les 40%. Dans une analyse effectuée par la revue *The Economist* sur l'indice de misère dans 96 États, l'Iran occupe, avec un indice de misère de 40% en 2012, le 3 rang mondial.

La monnaie nationale iranienne (Rial) a perdu, depuis l'année 2011, 75% de sa valeur face à l'Euro. Cela a aggravé l'inflation et dégradé davantage le pouvoir d'achat de la population qui a chuté de 72% entre 2005 et 2012. Selon la fédération internationale des droits de l'homme (FIDH) cité par le journal La Croix du vendredi 14 juin 2013, plus de 50% des 77 millions iraniens vivent sous le seuil de pauvreté. Les travailleurs des entreprises de moins de 10 salariés ne sont même pas couverts par les dispositifs de loi entrée en vigueur depuis 1981 en matière de droit du travail. Cela prive une part importante des salariés iraniens d'une protection et d'une couverture sociale.

Dans ce contexte, le caractère parasitaire des Gardiens de la Révolution qui contrôlent près de 40% de l'économie iranienne et le détournement de la rente pétrolière par les tenants du pouvoir contribuent largement au rejet de ce régime. La direction des Gardiens de la Révolution contrôle diverses activités économiques et financières. Du bâtiment aux activités de loisirs en passant par le secteur pétrolier et de

l'armement, rien ne leur échappe. Leur domaine d'activité n'a pas de limites, même la contrebande et l'organisation de réseaux de prostitution pour les pétromonarchies du golfe sont de leur ressort. Ils ont entre les mains, outre la puissance de feu, une puissance financière considérable. Par sa mainmise sur les Fondations (Bonyad) — ces organismes créés après la révolution de 1979 pour gérer les biens expropriés aux dignitaires de la Monarchie — la direction des Pasdaran est l'un des acteurs majeurs de la vie économique nationale avec des ramifications puissantes dans la région. En effet, les Fondations sont de véritables holdings aux activités très diversifiées et font partie des sociétés les plus puissantes du Moyen-Orient. Elles représentent plus de 40 % du PIB hors-revenu pétrolier. Véritable État dans l'État, les Fondations échappent au contrôle de l'administration, ne sont pas imposables et sont des vecteurs de la corruption et du clientélisme. Seules quelques personnes, dont le Guide Ali Khamenei, sont informées de leur activité et de celle des Gardiens de la Révolution.

La dilapidation des revenus pétroliers, qui représentent 85 % des recettes d'exportation et 75 % des recettes budgétaires, a empêché toute modernisation des infrastructures. En l'absence de capacité de raffinage, l'Iran importe 40 % de sa consommation d'essence. Les salaires n'ont jamais autant été comprimés et ce malgré la hausse du prix du baril et des revenus pétroliers du pays. Pour obtenir le paiement de leur salaire les travailleurs du public comme du privé ont dû multiplier les mouvements de grève. En effet, pas une semaine ne passe sans que des travailleurs se mettent en grève en signe de protestation contre les licenciements qui explosent, contre la dégradation de leurs conditions de travail et la mise en danger de leur vie, contre la violence patronale et celle des affidés du régime qui s'en prennent physiquement aux travailleurs en lutte. Systématiquement le pouvoir arrête les meneurs de la contestation. Systématiquement la République Islamique défend un capitalisme sauvage au service de la bourgeoisie iranienne et des réseaux mafieux bureaucratiques qui forment l'ossature de ce régime. Malgré cela, les militants ouvriers luttent pied à pied pour obtenir le droit à constituer des organisations de classe indépendantes. En effet, résultat d'une répression acharnée contre les militants ouvriers et de gauche, l'absence d'organisation indépendante et de direction révolutionnaire constitue un véritable handicap pour le développement des luttes ouvrières. En tout état de cause, ce climat social et ces luttes ouvrières entrent en résonance avec les aspirations de la jeunesse et le combat des femmes pour leur émancipation et pour l'égalité.

### **Impasses de l'impérialisme et ambitions régionales de la Mollaharchie : les voies du compromis**

Ajouter à la violence sociale et politique instaurée par la République Islamique, l'embargo criminel imposé à l'Iran par les grandes puissances a aggravé les conséquences néfastes de la politique économique du régime et a dégradé considérablement les conditions de vie des femmes, des travailleurs et de la jeunesse.

Évidemment, les politiques impérialistes ne résoudront rien. Au contraire, les sanctions économiques et commerciales frappent d'abord la population. Les dignitaires du régime et les Gardiens de la Révolution s'enrichissent en organisant le marché noir et la contrebande. Ces sanctions n'ont même pas été prises sous le prétexte de défendre les revendications démocratiques, la liberté d'expression, le droit de grève, de manifester, de s'organiser, ni même l'arrêt de la torture et des exécutions capitales qui se sont multipliées depuis l'élection de Rohani. Sous prétexte de juguler le programme nucléaire de Téhéran et notamment son volet militaire, ses sanctions n'ont d'autres fonctions que de maintenir le leadership atomique d'Israël dans la région.

D'autre part, la République Islamique est aujourd'hui confrontée à une situation délicate du fait de la vague des révolutions arabes et de ses prolongements en Syrie notamment. Engagée, avec le Hezbollah libanais, au côté de la dictature syrienne, la Mollaharchie tente désespérément de sauver un allié primordial. En effet, la victoire de la révolution syrienne et la chute du régime de Damas serait un coup rude porté aux ambitions de Téhéran. Cependant, l'onde de choc de la révolution syrienne traverse le régime iranien. En effet, à l'instar de

Rafsandjani, de dirigeant « réformateurs » ou même d'anciens commandants des gardiens de la révolution, de nombreux dignitaires du régime s'élèvent depuis plusieurs mois, contre le soutien apporté par la République Islamique à Bachar Al Assad. Bien sûr, la remise en cause de la politique étrangère du régime, chasse gardée du Guide, est tabou et cela se fait de manière feutrée. Néanmoins, cette fronde indique pour le moins, un véritable débat au sein du régime de Téhéran. Ces différenciations ne sont pas nouvelles mais elles s'approfondissent car d'une part le coût économique et financier du soutien apporté par la République Islamique au régime de Damas est exorbitant et pèse de plus en plus lourd. D'autre part, ce soutien apporté à une dictature sanguinaire est impopulaire dans le pays, ce qui est également le cas au-delà des frontières de l'Iran.

Au même titre que la Turquie, l'Arabie Saoudite ou le Qatar, la République Islamique n'a jamais abandonné ses ambitions de puissances régionales. D'ailleurs, sur ce plan, elle ne se distingue pas de la Monarchie des Pahlavi.

Dans ce contexte régional fortement instable, le régime de Téhéran entend jouer un rôle primordial et cela passe par une nouvelle phase de négociations et de compromis avec les grandes puissances impérialistes. Ceci autour de la question du programme nucléaire, de la levée progressive des sanctions et de la question syrienne. Les premières annonces de Rohani, sa participation à l'Assemblée Générale de l'ONU, mais aussi les propos d'autres dignitaires du régime indiquent que le Guide et ses proches ont décidé d'ouvrir ce chapitre de négociations avec les États-Unis. L'objectif est d'obtenir des puissances occidentales une certaine souplesse à l'égard du programme nucléaire de Téhéran, un allègement des sanctions économiques et commerciales et d'un compromis acceptable sur l'après Assad.

Sur la question syrienne, l'impasse dans laquelle se trouvent les grandes puissances offre à la République Islamique l'occasion de revenir au centre du jeu diplomatique. Khameneï ne tient pas absolument à sauver la personne d'Assad mais souhaite que le régime dictatorial de Damas puisse survivre. Plus que tout, le régime des Mollahs craint l'instauration d'un régime pro-saoudien en Syrie, ce qui compliquerait particulièrement le soutien de Téhéran au Hezbollah Libanais. Tout l'enjeu de la proposition faite par Rohani, de faciliter les discussions entre « l'opposition » syrienne et le régime de Damas réside dans le fait que Téhéran veut être associé aux négociations et d'avoir des garanties sur l'après Assad. Autre point d'accord important avec les grandes puissances (Russie compris), le changement de « tête » à Damas ne doit pas résulter d'une victoire populaire et de la Révolution syrienne, mais bien d'un marchandage au sommet autour de la mise en place d'un « gouvernement de transition et d'unité nationale ». Pour ce faire, la proposition de Téhéran sera de laisser Assad quitter le pouvoir à l'occasion de « l'élection présidentielle » de 2014 afin que celui ne perde pas la face et que la transition se fasse dans le cadre des rythmes « naturelles » des institutions.

Loin d'une certaine imagerie, véhiculée y compris par une certaine « gauche campiste », la mollaharchie n'est ni anti-impérialiste ni anti-sioniste. Khameneï et la République Islamique ont montré à plusieurs reprises leur capacité à trouver des compromis avec l'impérialisme étasuniens.

Sans remonter aux années de guerre contre l'Irak où la République Islamique recevait via Israël, des armes vendus par les Etats-Unis, le régime collabore avec l'impérialisme US et les forces occidentales en Afghanistan et comme il l'a fait en Irak. En Irak comme en Afghanistan, ces compromis étaient l'expression d'intérêts communs. L'impérialisme étasuniens a en retour fermé le camp des Mojahedines du Peuple en Irak et ces militants ont été attaqués militairement, et ceci à plusieurs reprises, par le régime fantoche irakien.

Sur le plan économique et commercial il en va de même. On ne compte plus le nombre de joint-venture signé avec les grandes multinationales. Via Dubaï, les grandes puissances occidentales contournent en partie l'embargo qu'ils ont eux même instauré et commercent avec l'Iran. Quant au domaine sécuritaire, des multinationales comme Nokia -Siemens aident le pouvoir à limiter les capacités de communication de la

population et à contrôler le trafic internet. Ces exemples n'abordent évidemment pas la collaboration étroite avec les puissances russes et chinoises. Puissances qui, dans le cadre de la mondialisation capitaliste, n'ont pas moins d'intérêts impérialistes à défendre que les pays occidentaux.

D'autre part, l'État d'Israël n'a rien à craindre non plus du régime de Téhéran. Au contraire, les dirigeants israéliens ont toujours utilisé l'émotion créée par l'hostilité verbale du régime de Téhéran à leur égard pour justifier et accentuer leur politique coloniale contre le peuple palestinien. Mais il ne faut pas se tromper : il ne suffit pas de financer telle ou telle organisation de la résistance palestinienne pour gagner des galons d'anti-sionisme ou d'anti-impérialisme, auquel cas bien des monarchies du golfe et des régimes arabes corrompus seraient à classer dans cette catégorie. Les relations entre l'État d'Israël et la République Islamique d'Iran sont plus complexes que ce qu'il peut paraître. Comme l'illustre cet exemple surprenant, en association avec la Jordanie et la Turquie, l'État d'Israël et la mollaharchie ont engagé en 2012 une coopération "pour la science et la paix au Moyen-Orient" appelé Sésame.

Inspiré par le Centre européen pour la recherche nucléaire (CERN), placé sous les auspices l'UNESCO, SESAME est un complexe de recherche en physique des particules implanté près d'Amman.

Son acronyme signifie en français "rayonnement synchrotron pour la science expérimentale et ses applications au Moyen-Orient". Premier synchrotron du Moyen-Orient (il en existe 60 dans le monde), SESAME devrait être opérationnel en 2015.

Il s'agit, comme le présente l'UNESCO, à la fois de favoriser la recherche scientifique au Moyen-Orient et de *"construire des passerelles culturelles entre les pays voisins et encourager la compréhension et la tolérance mutuelles grâce à la coopération internationale"*. Selon Moshe Vigdor, qui dirige le comité pour la Planification et la budgétisation du conseil israélien pour l'Enseignement supérieur, "la science dépasse les frontières, et Israël participe à beaucoup de forums scientifiques internationaux au sein desquels ce retrouve aussi l'Iran". Un certain iranien appelé Seyed Mahmoud Reza AGHAMIR est le Vice-président de cet établissement.

La réalité est donc bien plus triviale, la République Islamique ne se situe évidemment pas du côté des peuples en lutte. Elle l'a démontré tout au long de son histoire contre son propre peuple, contre les Kurdes et les autres minorités nationales. Elle le démontre encore aujourd'hui en Syrie, où les gardiens de la révolution et leur protégé le Hezbollah Libanais sont engagés dans une guerre sans pitié contre un peuple en lutte contre la dictature. En plus des centaines de conseillers militaires et des gardiens de la révolution dépêchés en Syrie, la République Islamique a ouvert plusieurs lignes de crédit de plusieurs milliards de dollars pour le régime de Bachar el Assad. Sans l'apport financier, militaire et matériel de Téhéran, le pouvoir Syrien n'aurait pas pu contrer le processus révolutionnaire en cours.

Enfin, en ce qui concerne la Syrie, la République Islamique tout comme les puissances impérialistes sont disposées à trouver un terrain d'entente mais cela se fera dans le cadre d'une « négociation globale » incluant le programme nucléaire de Téhéran et les sanctions économiques et commerciales.

L'ampleur du processus révolutionnaire qui traverse le Maghreb et le Moyen Orient est entrée en écho avec les mobilisations populaires de 2009 et les aspirations sociales et démocratiques exprimées par la jeunesse, les femmes et les travailleurs en Iran. Et le reflux actuel n'y change rien, car le bouleversement qui a amené au renversement de Ben Ali, de Moubarak, les mouvements populaires qui secouent les monarchies du golfe ou bien sûr la révolution syrienne font craindre à la République Islamique une réplique populaire violente. Dans ce contexte, l'élection de M.Rohani à la présidence de la République n'est qu'une tentative pour sortir le régime de Téhéran de l'impasse politique, économique et sociale et de desserrer l'étau des sanctions internationales qui menace sa survie.

Dans un pays de près de 77 millions d'habitants, où les jeunes représentent 68 % de la population, l'absence de perspectives sociales et d'espaces de libertés représente un cocktail explosif pour le pouvoir. La corruption du clergé et des gardiens de la révolution, la violence politique, économique et sociale imposée par le régime des mollahs ont contribué largement à la perte de légitimité de la République islamique. La dynamique du processus révolutionnaire en cours au Maghreb et au Moyen Orient est déterminante pour l'avenir des luttes en Iran. En effet, une victoire des mouvements populaires et progressistes dans la région auront un effet de contagion et d'encouragement pour les peuples d'Iran. Car Seule l'irruption des couches populaires, des travailleurs, de la jeunesse et des femmes pourra mettre fin au régime dictatorial, théocratique et réactionnaire de Téhéran. Les peuples d'Iran saisiront toutes les possibilités pour imposer l'égalité, la justice sociale et la liberté.

**Babak Kia**

**05/11/2013**